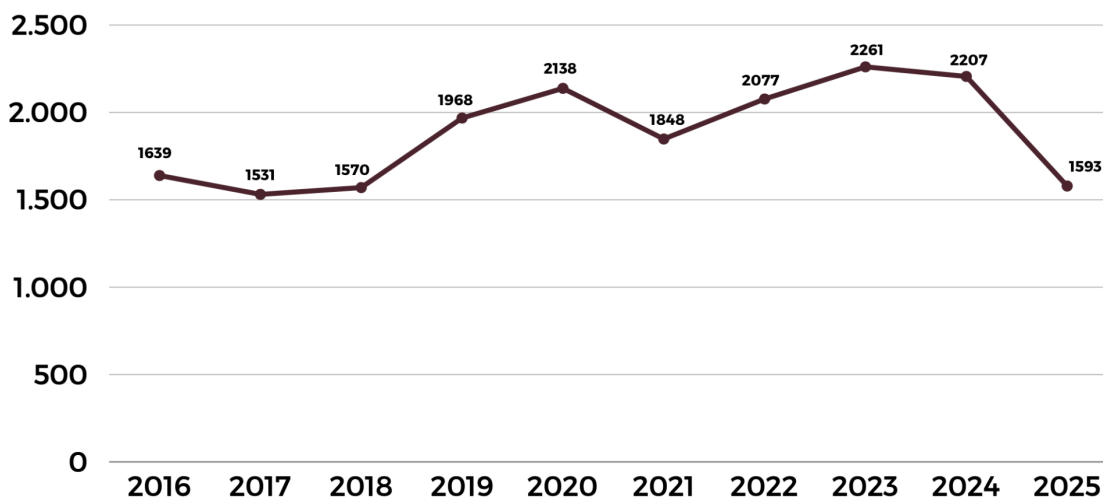




## La CPT dénonce : la violence continue d'augmenter dans les campagnes brésiliennes

L'année 2025 a enregistré une réduction de 28 % des enregistrements de conflits en milieu rural par rapport à 2024, avec **1.593 occurrences**, contre 2.207 l'année précédente, selon les données du Centre de documentation Dom Tomás Balduino de la Commission pastorale de la Terre (Cedoc/CPT), publiées ce lundi (27), dans le **rapport annuel Conflits dans les campagnes du Brésil**. Comparés aux dix dernières années, les chiffres de 2025 ne dépassent que ceux de 2017 et 2018, quand 1.531 et 1.570 conflits avaient été enregistrés respectivement.

### Conflits dans les campagnes : n° d'occurrences



Même avec ce recul, la violence contre la vie des peuples et des communautés de la terre, des eaux et des forêts a continué, avec en particulier une multiplication par deux du nombre d'assassinats – passé de **13** à **26** victimes. Il y a également eu une augmentation des cas de travail esclave rural ainsi que du nombre de travailleurs retirés de cette condition dégradante.

Par type d'occurrences, la violence pour question de terre représente la proportion la plus élevée, avec 75 % (**1.186**), suivie des conflits liés au travail (**159**), les conflits liés à l'eau, avec **148**, et les campements, occupations et reprises de territoires, avec **100** cas enregistrés, soit 6 % du total.

## Conflits pour la terre

Il y a eu **1.286** conflits fonciers en 2025, dont **1.186** relatifs à

La violence liée à l'occupation et à la possession de la terre et **100** relatifs aux actions de résistance, telles que les campements, occupations et reprises.

Les paysans sans terre sont ceux qui se sont le plus mobilisés en 2025, avec **72** occupations et **9** nouveaux campements.

## Conflits pour la terre – Évolution 2016-2025



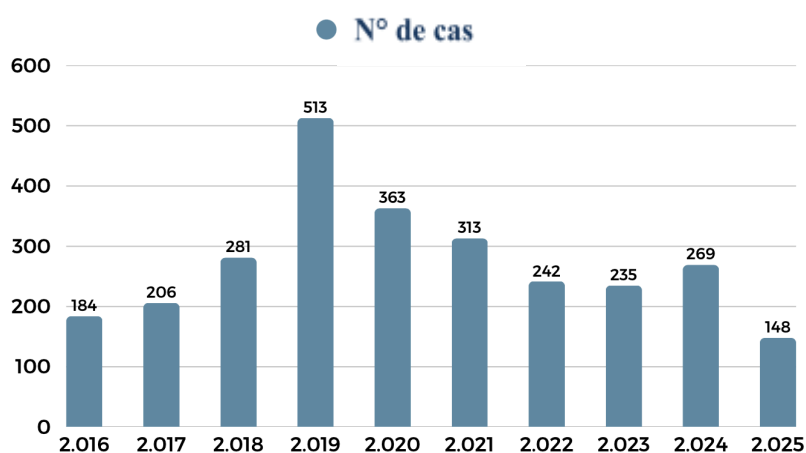
La plupart des violences pour la terre ont diminué en nombre d'occurrences, à l'exception des violences par omission/complicité (**224**) et de celles par violation des conditions d'existence (**117**), dont la tendance s'est maintenue à la hausse.

Parmi les États, le Maranhão est en tête dans les cas de violences pour la terre (**190** registres). L'État du Pará apparaît en deuxième position, avec **142** registres de violences, suivi de Rondônia (**111**) et de la Bahia (**101**).

## Conflits relatifs à l'eau

Les conflits liés à l'eau ont également connu une baisse des registres, avec **148** occurrences, contre 269 en 2024, ce qui constitue le plus petit nombre de registres des dix dernières années. L'État du Pará l'emporte avec **21** conflits, suivi de la Bahia (**19**) et de Minas Gerais (**18**), avec des cas tels que la destruction et la pollution de sources d'eau, la contamination par des pesticides et des déchets minéraux, la réduction et l'entrave de l'accès à l'eau, la pêche prédatrice, entre autres.

## Conflits pour l'eau – Évolution 2016-2025

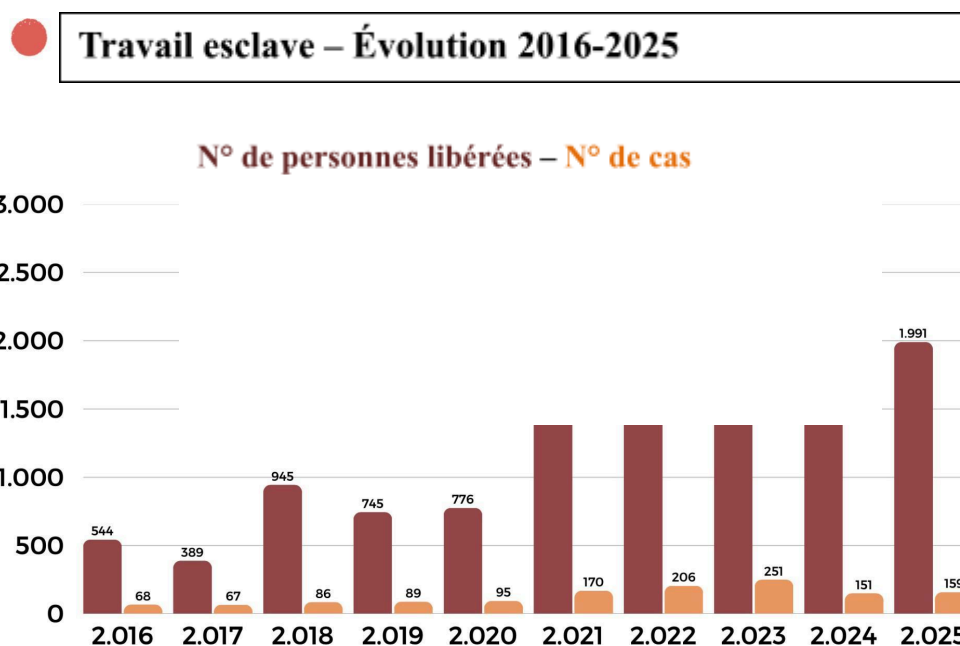


À l'exception du District fédéral, tous les États brésiliens ont connu au moins un cas de conflit concernant l'accès ou l'utilisation de l'eau, victimisant principalement les peuples autochtones, les quilombolas, les petits agriculteurs et les habitants des rives.

### Travail esclave rural

En 2025, **159** cas de travail esclave ont été enregistrés et **1.991** travailleurs ont été libérés. Par rapport à l'année précédente, cela représente une augmentation de 5 % du nombre de cas et de 23 % du nombre de travailleurs libérés.

L'un des cas marquants fut la construction d'une usine dans la commune de Porto Alegre do Norte (MT), dans laquelle 586 personnes ont été retirées de condition analogue à de l'esclavage. D'autres activités économiques dans lesquelles des travailleurs dans cette situation ont été rencontrés et libérés sont : cultures diverses, canne à sucre, exploitation minière et élevage bovin, secteurs liés à l'agroalimentaire. Outre le Mato Grosso, les États de Minas Gerais, Goiás, Bahia, São Paulo et Maranhão sont en tête du nombre de travailleurs retirés de ces conditions dégradantes.



### Violence contre la personne

Même avec une réduction des cas et des victimes de violences contre la personne, 2025 a enregistré deux fois plus d'assassinats qu'en 2024, avec **26** victimes mortelles dans des conflits de terre, dont 16 dans la région de l'Amazonie légale. Parmi les morts, deux massacres ont été enregistrés – la CPT considère comme un massacre quand il y a trois morts ou plus dans une même circonstance, lieu et espace de temps, ou lors de d'attaque concentrée par des forces publiques ou privées. L'un de ces cas s'est produit dans le Pará et un autre en Rondônia, chacun avec trois assassinats. Ces deux États sont également en tête du nombre total d' assassinats, avec chacun 7 morts.

## **Actions de résistance**

Si, d'une part, la violence est toujours une réalité présente dans les campagnes brésiliennes, la résistance populaire l'est également et dans tout le pays, qu'il s'agisse des mobilisations contre le Projet de loi « de la Dévastation » et contre le « Marco Temporal », ou de la Conférence sur le changement climatique (COP 30). Il y a eu **502** manifestations de lutte : c'est le chiffre le plus bas des dix dernières années, mais avec une participation significative des peuples autochtones, qui se sont soulevés contre les méga-projets d'infrastructures, d'énergie et de transport, qui menacent la permanence des communautés traditionnelles sur leurs territoires.

**Rapport** – Préparé annuellement par la CPT depuis 1985, avec une première publication en 1986, le rapport *Conflits dans les campagnes du Brésil* est une source d'informations pour la recherche dans les universités, les médias, les agences gouvernementales et non gouvernementales. Ce rapport est construit principalement à partir du travail des agents de pastorale de la CPT et des équipes régionales qui accompagnent les communautés rurales à travers le pays, ainsi que de relevés de plaintes, documents et actualités, réalisés par l'équipe de documentalistes du Centre de Documentation Dom Tomás Balduino (Cedoc-CPT) tout au long de l'année.

*« Sans ces données, sans ces douleurs que la CPT dénonce chaque année, ces cris resteraient silencieux. C'est la mémoire de ceux qui sont tombés et le cri de ceux qui tiennent toujours debout. La CPT écoute les cœurs, dans le but de briser le silence des médias bourgeois qui tentent de nous rendre invisibles et de nous criminaliser. Les peuples racontent leurs histoires et brisent le silence imposé par ceux d'en haut. Il y a là un acte de rébellion et la construction d'un pouvoir populaire : chaque fois que le riverain d'un fleuve enregistre la mise à bas de la forêt sur son téléphone portable ; chaque fois que des jeunes enregistrent un podcast ou qu'une quebradeira de noix de coco parle à la radio communautaire »,* comme l'explique un leader communautaire du Pará.

### **Service de presse :**

- Carlos Henrique: +55 62 99453-9629
- Heloisa Sousa: +55 62 99252-7437
- Lara Tapety: +55 62 99697-1000

Pour accéder aux données brutes, contactez le Bureau de la Communication :

[comunicacao@cptnacional.org.br](mailto:comunicacao@cptnacional.org.br) ou [comunicacaocpt@gmail.com](mailto:comunicacaocpt@gmail.com).